

L'impact de l'héritage sur les inégalités

> **Revenus** Thomas Piketty publie un ouvrage consacré à l'évolution des patrimoines dans le monde depuis le XVIIIe siècle

> L'économiste français constate une remontée, qu'il juge inquiétante, de la concentration des patrimoines. Sauf en Suisse

> Parce qu'il procure un rendement supérieur à la croissance des pays, le capital enrichit d'abord ceux qui ont hérité

Propos recueillis par Frédéric Lelièvre PARIS

En réponse à une question, il se lève, tire une des boîtes qui remplissent des étagères pleines à craquer du sol au plafond, sur presque tous les murs de son bureau installé près du parc Montsouris, à Paris. Il en sort la photocopie d'un document usé sur lequel on peut lire des tableaux de chiffres sur toutes les tranches de revenus de l'année fiscale 1957-1958, en Inde. Des données récoltées grâce à un collègue qui sait dans quelle bibliothèque de Delhi les trouver.

Thomas Piketty, 42 ans, consacre sa vie académique aux chiffres, et à leur analyse. La collecte de ces statistiques, essentiellement sur les revenus et les patrimoines du monde entier, ou presque, lui prend la moitié de son temps, admet-il. Un travail «fastidieux» et «négligé» par les économistes, mais «indispensable pour se confronter à la réalité», sourit le professeur à l'École d'économie de Paris.

Son dernier ouvrage¹, une somme de près de 1000 pages, est sorti ce jeudi. Il a pour ambition de retracer l'évolution du capital et des inégalités de revenus dans le monde depuis le XVIIIe siècle. Devenu une référence pour ce type de travail historique depuis la publication des *Hauts revenus en France*², Thomas Piketty tire de ses nouvelles recherches une série de leçons économiques, qu'il veut à présent appliquer au XXIe siècle afin de sauver nos démocraties. Explication de texte, en commençant par les héros d'Honoré de Balzac, qu'il convoque pour illustrer son travail.

Le Temps: Vous vous référez à de nombreuses reprises au discours de Vautrin, dans «Le Père Goriot». Ce personnage d'Honoré de Balzac explique au jeune Rastignac que, comme vous l'écrivez, «la réussite sociale par les études, le mérite et le travail est une illusion». Rien ne remplace le mariage, ou l'héritage. Avec l'émergence de la classe moyenne, le XXe siècle avait pourtant donné l'impression que la société s'était élevée pour mieux récompenser le talent. Or, vous montrez que seuls les deux conflits mondiaux ont permis de mettre fin à cette société de rentiers. Et qu'aujourd'hui, ces derniers font leur retour. Est-ce bien ce qu'il faut retenir de votre travail?
Thomas Piketty: Oui, mais il ne faut pas exagérer non plus. L'héritage reste moins important

aujourd'hui qu'à l'époque de Vautrin. Le flux annuel des successions représente en France 15% de la richesse nationale, contre quelque 25% dans les années 1900, mais, c'est vrai, seulement 5% en 1960. Mes prévisions montrent que la tendance à cette concentration est à l'œuvre, pas seulement en France. Je ne cherche pas à faire dans le catastrophisme. Simple-ment, l'illusion de la fin de l'héritage ne tient pas. Il n'y a d'ailleurs aucune raison naturelle à cela. D'autant que, et ce serait dommage que ce constat sur les héritages brouille l'autre message du livre, les patrimoines mondiaux progressent et se concentrent grâce à une autre mécanique, plus forte: un rendement financier toujours supérieur à la croissance économique. Cette concentration prépare un gros problème que je vois venir à l'horizon 2040.

– **Nous allons y revenir mais, avant cela, dites-nous comment vous est venue cette idée de faire appel à la littérature pour illustrer vos découvertes?**

– Cela vient de mon questionnaire initial. Je voulais comprendre pourquoi l'héritage semblait aujourd'hui moins important qu'au XIXe siècle. Je me suis d'abord rendu compte, en regardant les statistiques successorales, que la concentration des richesses ne relevait pas d'un fantasme d'écrivain, même si Balzac était criblé de dettes. Comment dès lors expliquer qu'un siècle plus tard ces flux de successions soient bien plus faibles? Dans les manuels économiques, on trouve peu de théories expliquant l'évolution de la distribution de ces richesses. Des discours politiques ont placé leurs espoirs dans la montée du capital humain, l'épargne de cycle de vie, mais sans que ces notions aient été explicitées, ni surtout testées empiriquement. C'est ce que j'ai voulu faire.

– **Vous montrez que les facteurs les plus redistributifs sont finalement les guerres mondiales. Comment opèrent-ils?**

– Par les destructions tout d'abord, particulièrement en France et en Allemagne. Ensuite, l'épargne est absorbée pendant les conflits. Enfin, la réaction politique produit un grand effet: les nationalisations forcées et la hausse des impôts ont compressé les patrimoines. C'est particulièrement vrai aux États-Unis et au Royaume-Uni qui

vont, entre 1920 et 1980, éprouver une véritable passion, sans équivalent en Europe, pour l'égalité fiscale en taxant fortement les plus aisés. En Allemagne, le capitalisme rhénan, qui donne des droits de vote aux employés qui ne possèdent pas le capital, va aussi réduire la valeur de ce dernier.

– **Et l'inflation, importante au siècle passé?**

– Elle va surtout modifier la répartition de la richesse, au profit du secteur public. Il est d'ailleurs très paradoxal de voir l'Allemagne, qui est l'État à avoir le plus utilisé la hausse des prix pour réduire sa dette, refuser aujourd'hui que des pays comme la Grèce le fassent!

– **Vous ne commentez pas le cas de la Suisse. N'est-il pas intéressant?**

– Je l'ai traité cas dans un ouvrage précédent³. Dans la base de données en ligne, vous trouvez d'ailleurs des statistiques sur la

ils sont beaucoup plus nombreux. Pourtant, vous soutenez qu'ils menacent la démocratie!

– Il y a effectivement bien moins de gros rentiers. Les héritages regagnent en importance, même si souvent ils ne permettent pas aux héritiers d'arrêter de travailler. Cependant, la moitié de la population n'hérite pas et gagne moins au cours de toute sa vie que la somme reçue en moyenne par ceux qui héritent. Les inégalités sont moins choquantes que du temps de Vautrin et la vie de la population s'est bien améliorée, grâce à l'économie de marché. Au XVIIIe ou au XIXe siècle, on peut admettre que les inégalités extrêmes se justifiaient pour développer la pensée, l'écriture, la peinture, la science...

Aujourd'hui, à l'heure de l'accès à l'éducation ou à la santé pour tous, la question de l'inégalité se pose différemment. Une nouvelle dynamique de concentration du capital est à l'œuvre. Elle

de raisons méritocratiques ne tient pas. Le capital se concentre mécaniquement parce que, année après année, il produit un rendement (6-7%) supérieur à celui de la croissance économique (1 à 2%). Les héritiers voient leur fortune augmenter, sans mérite. Le cas de Liliane Bettencourt, qui n'a jamais travaillé, en est l'illustration. L'héritière de l'inventeur génial Eugène Schueller, qui a créé L'Oréal, a vu sa fortune passer de 2 à 25 milliards de dollars, a calculé Forbes, au cours des vingt dernières années, soit un rendement de 13% par année.

– **Comment ce rendement du capital peut-il rester si élevé?**

– Depuis l'Antiquité jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, la croissance économique a été à peu près nulle. Pas le rendement du capital. Les deux n'ont en réalité rien à voir. Le capital produit des rentes et assure de quoi vivre, comme l'ont bien raconté Balzac et d'autres. Il suffit de ne consommer qu'une partie de ce qu'il rapporte pour qu'il continue à grandir.

– **Vous réglez donc son compte à Marx puisque vous n'observez ni une baisse tendancielle du taux de profit, ni la fin du capitalisme...**

– Marx a développé une idée pertinente: dans un monde de croissance faible, le capital peut prendre une place disproportionnée. Les libéraux ont tort de croire à une redistribution spontanée des richesses, à une main invisible qui le ferait. Ce n'est pas ce que les chiffres disent. La concentration des patrimoines ne récompense pas les plus entreprenants. Les plus fervents défenseurs du marché devraient s'en soucier. Je ne suis pas déclinologue, je crois au progrès, mais je redoute la spirale qui prend forme.

– **Vous-même, avez-vous hérité?**

– (Sourire et un temps de réflexion). Oui, une toute petite donation, mais mon travail n'a pas été inspiré par cela. Je l'ai davantage été par les hauts prix de l'immobilier à Paris, qui témoignent de cette concentration des richesses.

1. «Le capital au XXIe siècle», Seuil, 2013.
2. «Les hauts revenus en France au XXe siècle», Grasset, 2001.
3. «Top incomes over the twentieth century», Oxford University Press, 2007 (le chapitre sur la Suisse est coécrit avec Fabien Dell et Emmanuel Saez).

«Aucune main invisible ne vient spontanément redistribuer les richesses. [...] Les défenseurs du marché devraient s'en soucier»

Suisse, entre 1900 et 2009. Ce pays est intéressant parce que les chocs de la Seconde Guerre mondiale sont beaucoup moins forts qu'ailleurs. Non seulement la Suisse n'a pas souffert de destruction, mais en plus elle a accueilli des réfugiés. Au début des années 1920, les écarts de salaires y étaient plutôt inférieurs à ce que l'on observait ailleurs. Les inégalités sont restées plus stables au XXe siècle qu'ailleurs (voir graphique ci-dessous). Pour les périodes plus récentes, nous rencontrons des problèmes de mesures, entre les résidents et les non-résidents, les avoirs des étrangers. Ce qui rend difficiles les comparaisons.

– **Aujourd'hui, les rentiers et les héritiers font leur retour, mais ils ont bien changé. En particulier,**

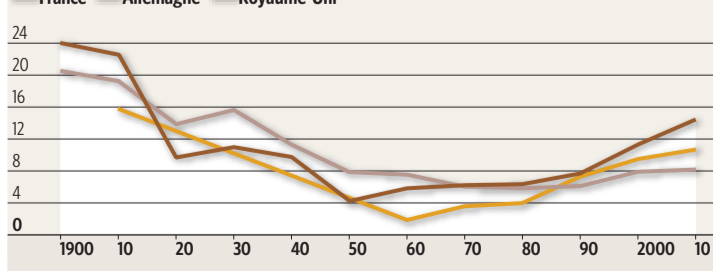
constitue un danger. Aux États-Unis, les 10% les plus riches détiennent 72% des patrimoines. Comment justifier dans ce pays des inégalités plus grandes que celles rencontrées en Inde? Cette évolution comporte des risques pour la pérennité de notre modèle. Nous ne sommes pas obligés de jouer avec les dés et d'attendre de voir ce que cela va donner avant d'agir.

– **Que redoutez-vous?**

– Des inégalités extrêmes risquent de provoquer un repli national, un contrôle des capitaux, des mesures protectionnistes, une instabilité politique. On peut stopper cette spirale inégalitaire que l'on croyait appartenir au passé. Nous devons pouvoir donner un sens aux inégalités. Or l'idée qu'elles sont le résultat

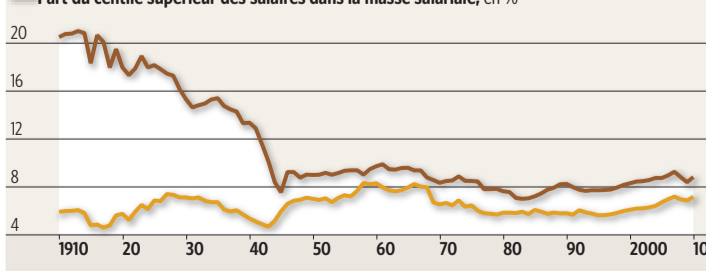
Les héritiers font leur retour

Valeur totale des successions et donations, en % du revenu national



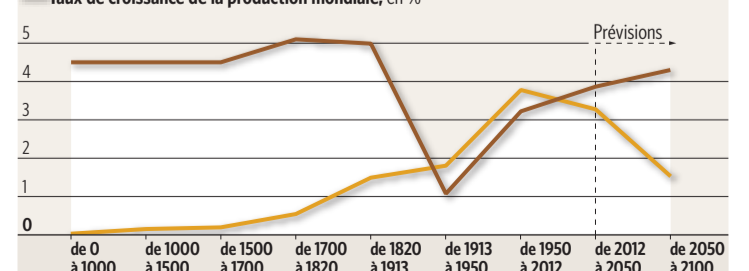
La disparition des rentiers français

Part du centile supérieur des revenus dans le revenu national, en %



Le mauvais XXe siècle du capital

Taux de rendement du capital, en %





©FRÉDÉRIC STUJIN / PASCO & CO

Thomas Piketty:
«Nul besoin de fraude fiscale pour accroître la taille et la concentration des patrimoines.»
PARIS, 2 SEPTEMBRE 2013

«L'initiative 1:12 peut être très utile, mais elle ne suffit pas»

> L'économiste français défend un impôt mondial pour lutter contre la «croissance vertigineuse» des inégalités de richesse

Le Temps: Pour lutter contre la concentration des patrimoines, vous proposez l'introduction d'un impôt mondial sur la fortune. Ce dernier n'est-il pourtant pas déjà taxé, via l'impôt sur le bénéfice des sociétés ou encore celui sur le dividende?

Thomas Piketty: Je ne vois pas forcément l'impôt sur le capital, qui existe dans certains pays dont la Suisse, s'ajouter aux impôts déjà existants. Je l'imagine très progressif. Il taxerait très peu le capital en formation, pour encourager l'innovation,

puis s'élèverait à mesure que le patrimoine grandit, et vieillit. L'impôt sur les sociétés est important parce qu'il permet d'être facilement prélevé. Cependant, il n'est pas très satisfaisant parce qu'il frappe autant les personnes milliardaires que les millionnaires.

Par ailleurs, les recettes de l'impôt sur le capital permettraient aux Etats de trouver des ressources pour rembourser leurs dettes. Cette approche me semble bien plus civilisée que le recours à l'inflation comme par le passé.

– **En France, un petit débat a pris cet été, lors de l'université du Parti socialiste, lorsque Pierre Moscovici, le ministre de l'Economie, s'est ému du trop d'impôts. Vous, vous souhaitez tout de même en ajouter un autre...**
– A chaque pays de décider.

L'idée n'est de toute façon pas de faire doubler la taille de l'Etat à 80% du produit intérieur brut! Cependant, le système fiscal a besoin d'être modernisé, ce peut être fait sans élever le niveau général des prélèvements.

– **Le G20, qui se réunit encore ce vendredi à Saint-Petersbourg, est-il la bonne instance pour la mise en place de votre impôt mondial sur le capital?**

– L'Union européenne ou certains de ses membres me semblent mieux à même d'y parvenir. Les Etats-Unis et la Chine disposent aussi de la taille suffisante pour le mettre en œuvre.

– **Le G20 planche sur la lutte contre l'évasion fiscale. Quel rôle joue cette dernière dans la concentration des patrimoines?**

– Elle compte moins que la dyna-

mique créée par la supériorité du taux de rendement du capital par rapport à la croissance de l'économie. Nul besoin de fraude fiscale pour accroître la taille et la concentration des patrimoines. Cela dit, cette fraude pose un sérieux problème. Chaque pays essaie de sauver sa peau comme il le peut. On a bien vu les communistes chypriotes défendre les oligarques russes. Mais il s'agit d'un jeu à somme nulle. La concurrence fiscale est une calamité qui ne produit aucun rôle positif et conduit à une défiance envers la démocratie.

– **Cette concurrence fiscale ne sert-elle pas à discipliner les Etats? La France n'a, par exemple, pas équilibré son budget depuis près de quarante ans...**

– Je ne vois aucune preuve de

«L'informatique complique le travail»

«D'une certaine façon, la collecte des données fiscales était aisée avant l'informatique.» Thomas Piketty admet volontiers que les ordinateurs facilitent le traitement des données. En revanche, «l'archivage de ces fichiers fiscaux est moins bien réalisé que du temps des publications papier. L'administration finit par fournir le bon fichier, mais cela demande du temps», regrette l'économiste. Son ouvrage repose sur des données internationales, mais la France est citée en exemple plus souvent qu'à son tour. L'économiste avance deux excuses: «La première tient aux données vraiment remarquables. La Révolution française n'a peut-être pas créé un monde idéal, mais un observatoire des fortunes incroyable, grâce à l'impôt sur les successions. Cet impôt permet d'observer des faits que l'on ne peut voir dans d'autres pays. Les données mettent ainsi les chocs de 1914 et de 1945 dans une perspective beaucoup plus vaste.»

«La seconde raison est à chercher dans la transition démographique précoce de la France, poursuit Thomas Piketty. Elle fait de ce pays un exemple. Les Etats-Unis sont fascinants, mais depuis leur indépendance, leur population est passée de 3 millions à 300 millions d'habitants. La population mondiale ne connaîtra jamais cette évolution; nous ne serons pas 700 milliards sur Terre! Le nombre de Français, dans la même période, a grimpé de 30 millions à 60 millions de personnes. On peut donc davantage apprendre de son expérience.» Enfin, l'universitaire défend la pertinence de comparer des données récoltées «et retraitées» à travers les siècles. Il en reconnaît cependant les limites: «La structure du capital était plus simple au XIXe siècle. Aujourd'hui, le nombre d'intermédiaires a augmenté, ce qui complique la traçabilité des fortunes et leur évaluation.»
F. L.

cela, ni en France, ni aux Etats-Unis, ni au Japon. Je perçois en revanche la dimension moralisatrice de cet argument. Les fondamentaux des économies européennes sont excellents. Les patrimoines n'ont jamais été aussi importants. Bien sûr, on peut faire comme le Royaume-Uni, qui a mis un siècle à rembourser les dettes contractées pendant les guerres contre Napoléon. Ces cent ans d'austérité, comme veut l'imposer Bruxelles aujourd'hui, n'ont à mon sens pas permis à la Grande-Bretagne de se préparer au XXe siècle. D'où son déclin. Je préfère faire confiance à la démocratie, à un parlement budgétaire de la zone euro qui déciderait du déficit en toute souveraineté.

– **Dans la nouvelle concentration des richesses, vous évoquez aussi la montée de ces dirigeants aux très hauts revenus. A quoi attribuez-vous leur progression? La transparence de ces rémunérations, dans les rapports annuels par exemple, l'a-t-elle alimentée?**

– La transparence, relativisez-la. On ne peut se focaliser sur une poignée de personnes qui, statistiquement, ne représentent rien. Les rapports annuels restent ambigus. S'ils renseignent un peu sur cinq personnes à la tête d'un groupe de 100 000 employés, cela ne veut pas dire grand-chose. Nous aurions besoin de connaître l'évolution des 1000 plus payés. En réalité, le mode de fixation de la rémunération des dirigeants est hors de tout contrôle, surtout aux Etats-Unis. A chaque recrutement, des cabinets de conseil font la moyenne des rémunérations et y ajoutent 30%.

– **N'existe-t-il pas un marché des super-dirigeants?**

– Cela ne veut pas dire que ce marché fonctionne correctement. Outre-Atlantique, les écarts entre les bas et les hauts salaires sont passés de 20, dans les années 1960, à 200

aujourd'hui. Il n'est pas clair du tout que cela ait été bénéfique pour la croissance économique. En outre, la productivité des dirigeants est très difficile à mesurer. En revanche, la baisse des impôts depuis le début des années 1980 les a fortement incités à tout faire pour augmenter leurs rémunérations.

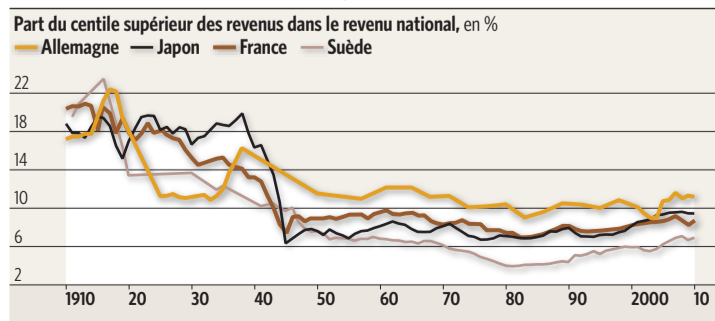
– **En novembre, le peuple suisse votera sur une initiative dite 1:12, qui prévoit que «personne ne doit gagner moins en un an que ce que les plus hauts salaires permettent de gagner en un mois». Ce type d'action est-il moins efficace que votre taxe sur le capital, qui vise elle aussi à réduire les inégalités?**

– Je soutiens ce type de mesure, qui peut jouer un rôle très utile. Mais cela ne suffit pas. D'une part parce que certains types de revenus – primes, bonus, stock-options... – peuvent y échapper. Si l'on veut vraiment calmer le jeu sur les rémunérations excessives, il faut également utiliser l'arme fiscale, avec des taux quasi confiscatoires de l'ordre de 80-90% sur les revenus indécents (mettons, sur les revenus supérieurs à 500 000 ou 1 million d'euros, qui rémunèrent davantage la rapacité que le dynamisme économique). Cela s'est pratiqué aux Etats-Unis des années 1930 aux années 1980, et cela n'a pas empêché la croissance d'être plus forte qu'aujourd'hui.

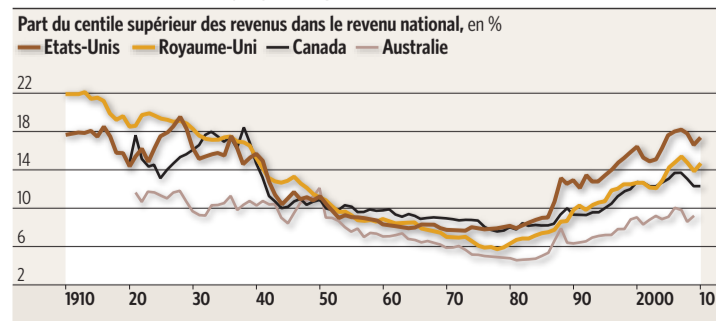
D'autre part, quelles que soient les politiques menées en matière d'échelle des revenus ou d'impôt progressif sur le revenu, nous avons également besoin d'un impôt progressif sur le capital. Pour les personnes disposant de patrimoines très élevés, le revenu n'est pas une notion bien définie, et seule la taxation progressive du patrimoine permet d'appréhender correctement la capacité contributive individuelle, et de limiter la croissance vertigineuse des inégalités patrimoniales au sommet de la distribution.

Propos recueillis par F. L.

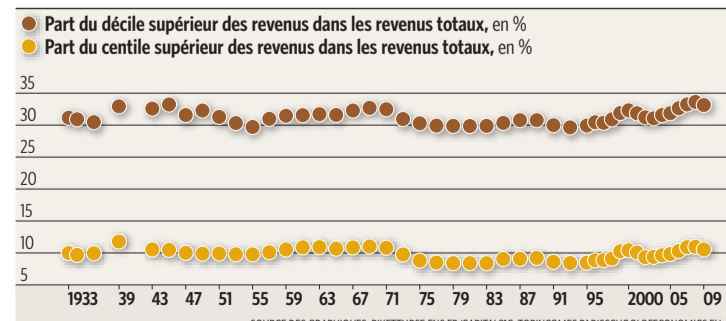
Des revenus de nouveau inégaux...



...surtout dans les pays anglo-saxons



La stabilité en Suisse



SOURCE DES GRAPHIQUES: PIKETTYSE.ENS.FR/CAPITAL2IC; TOPINCOMES.PARIS.SCHOOL.OF.ECONOMICS.EU